

**MARCHE SUBSEQUENT  
N°01 AFFERENT A L'ACCORD-CADRE  
du 03 juillet 2017**

11

***Lettre de la consultation  
L-C***

**Coordonnateur du Groupement de commandes  
USEDA**

**Fourniture et acheminement d'électricité  
et services associés sur le périmètre  
du département de l'Aisne**

**Lot 3**

**Points de livraison dont profils et courbes de charges  
raccordés en HTA**

**Date limite de remise des offres :**

**Le 22 septembre 2017**

**À 13 heures**

## **SOMMAIRE**

Article 1 – Objet du marché .....	3
Article 2 – Contenu du dossier de consultation .....	3
Article 3 – Procédure de remise des offres .....	3
Article 4 – Présentation des offres .....	4
Article 5 – Critères de sélection des offres et pondérations .....	4
Article 6 – Jugement des offres .....	4
Article 7 – Quantités au stade du marché subséquent .....	5
Article 8 – Obligation de remise d’une offre pour chaque marché subséquent.....	5
Article 9 – Modification de détail du dossier de consultation .....	5
Article 10 – Renseignements complémentaires.....	6

A

## Article 1 – Objet du marché

---

Le présent marché subséquent est passé sur le fondement de l'accord-cadre du 03 juillet 2017 notifié le 16 Aout 2017 et relatif à l'acheminement et la fourniture d'électricité. Les clauses de l'accord-cadre s'appliquent intégralement au présent marché qui ne peut les modifier substantiellement.

Le présent marché subséquent est un marché à de fourniture à prix unitaires ayant pour objet l'acheminement et la fourniture d'électricité pour les points de livraison listés à l'annexe 3 de l'acte d'engagement du marché subséquents.

## Article 2 – Contenu du dossier de consultation

---

Le dossier de consultation comporte :

- La présente lettre de la consultation et ses modalités ;
- L'acte d'engagement (précisant la durée du marché subséquent et la date de début de fourniture et la période pendant laquelle a lieu cette fourniture pour chacun des points de livraison du marché subséquent) et ses annexes 1 à 5 et notamment l'annexe n°5 appelé DQE.

Le document de consultation précise également l'ensemble des informations concernant le marché subséquent qui n'ont pas été prévues dans l'accord-cadre, notamment la durée des marchés subséquents.

## Article 3 – Procédure de remise des offres

---

Le marché subséquent sera attribué après mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Les offres doivent parvenir avant **le 22 septembre 2017 à 13 heures 00.**

Les offres sont adressées au coordonnateur via la plateforme dématérialisée ([www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)) permettant de garantir de façon certaine la date de réception.

Les offres ont une durée de validité de **5 heures** à compter de cette date limite de réception.

Les titulaires de l'accord-cadre seront informés par le coordonnateur, au plus tard le même jour de **5 heures** après la date limite de remise des offres, de l'acceptation ou du rejet de leur offre.

## Article 4 – Présentation des offres

---

Les offres remises dans le cadre des marchés subséquents engagent les titulaires de l'accord-cadre. Elles se composent de :

- De l'acte d'engagement dûment complété et signé.
- Du Bordereau de prix dûment complété et signé.
- Du document « DQE » dûment complété.

## Article 5 – Critères de sélection des offres et pondérations

---

Au stade du présent marché subséquent, l'offre économiquement la plus avantageuse sera attribuée au regard des critères suivants indiqué dans l'accord cadre.

## Article 6 – Jugement des offres

---

Le coordonnateur procède au classement des offres au regard des critères et pondérations indiqués à l'article 5. Le coordonnateur attribue le marché subséquent à l'offre économiquement la plus avantageuse.

Le classement des offres s'effectue par l'addition des notes pondérées. Les entreprises sont classées par ordre décroissant en fonction de cette note finale obtenue. En cas d'égalité, la valeur économique de l'offre est prépondérante.

La valeur économique de l'offre de chaque candidat sera évaluée selon les modalités suivantes :

### Valeur technique (notée sur 30 points)

Au stade des marchés subséquents, la valeur technique sera notée par reprise de la note technique globale (Ntg) attribuée au stade de l'accord cadre a hauteur de 30 %

### Prix (noté sur 70 points)

Prix des prestations (comptant pour 70% de la note globale)

Une simulation sera effectuée sur les consommations prévisionnelles moyennes définies en annexe 1 au CCAP multipliées par les prix unitaires du MWh indiqué en annexe à l'acte d'engagement.

La note financière pour chaque candidat sera obtenue par application de la formule suivante :

Note obtenue = (Nombre de points maximum = 70) X (Montant de l'offre la moins chère) / (Montant de l'offre noté).

### **Note finale (notée sur 100 points)**

La note finale (Nf) qui permettra d'établir le classement de l'offre sera obtenue de la manière suivante :

$$\text{Nf} = \text{Ntg} \times 30\% + \text{Npx} \times 70\%.$$

La note sera arrondie à deux décimales. Aucune note ne pourra être inférieure à 0.

Dans le cas où la meilleure note sera attribuée de manière égalitaire à plusieurs candidats, c'est le candidat ayant fait l'offre la moins-disante parmi ces dernières qui remporterait le marché.

Le coordonnateur pourra déclarer la procédure de passation d'un marché subséquent infructueuse sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les titulaires.

### **Article 7 – Quantités au stade du marché subséquent**

Les informations transmises dans les annexes 4 et 5 (Bordereau de prix et DQE de l'acte d'engagement) de l'accord cadre afférent doivent permettre à chaque candidat de mieux analyser le profil et le volume de consommation de chaque point de livraison permettant ainsi d'ajuster leurs offres.

Les consommations annuelles de référence n'engagent pas les membres du groupement en termes d'obligation de consommation.

### **Article 8 – Obligation de remise d'une offre pour chaque marché subséquent**

La notification de l'accord-cadre par le coordonnateur engage les titulaires de l'accord-cadre à remettre une offre au titre du marché subséquent.

Les titulaires devront déposer une offre régulière, acceptable et appropriée à la consultation visant à établir un marché subséquent.

### **Article 9 – Modification de détail du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des propositions, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.



## Article 10 – Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite adressée par courrier ou courriel à :

### Renseignement(s) administratif(s) :

**Monsieur Yves de MOLINER**  
**Directeur Général de l'USEDA**  
**Tel : 03 23 27 15 90**  
**Télécopie : 03 23 27 15 81**  
**Courriel : [achat.energie@useda.fr](mailto:achat.energie@useda.fr)**

### Renseignement(s) technique(s) :

**Madame Lydia FERRAZ**  
**Groupement de commandes**  
**Tel : 03 23 27 15 88**  
**Télécopie 03 23 27 15 81**  
**Courriel : [achat.energie@useda.fr](mailto:achat.energie@useda.fr)**

Les candidats pourront également transmettre leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 10 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Fair à CAEN  
le 11.12.2017

Le Président



D. DUFONT



Xavier CAITUCOLI  
Président Directeur Général  
**DIRECT ENERGIE**  
**Entreprises et Collectivités**  
2, bis rue Louis Armand  
CS 51518 - 75525 PARIS CEDEX 15  
[www.direct-energie.com](http://www.direct-energie.com)  
Société Anonyme au capital de 4 180 524,20 €  
442 395 448 RCS Paris - Siret 442 395 448 00057